

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 22/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PIOCHEL SN**

Z.I. Louis Delaporte  
Zone Verte  
76370 Rouxmesnil-Bouteilles

Références : UDRD-2026-04-T-166

Code AIOT : 0005800480

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement PIOCHEL SN implanté Z.I. Louis Delaporte Zone Verte 76370 Rouxmesnil-Bouteilles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection des installations classées protection de l'environnement. Elle avait pour objectif principaux de dresser un état des lieux de la situation administrative de l'installation ainsi que de vérifier quelques unes des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2006, applicables à cette même installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PIOCHEL SN
- Z.I. Louis Delaporte Zone Verte 76370 Rouxmesnil-Bouteilles
- Code AIOT : 0005800480
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Piochel SN est une des trois entité de production appartenant au groupe Valfi. Elle s'est spécialisée dans le parachèvement du verre à destination de la parfumerie, des cosmétiques et des arts de la table. Elle utilise notamment des techniques comme le pistolage (pulvérisation de peinture) et le laquage. L'activité est notamment autorisée par un arrêté préfectoral du 24 janvier 2006 pour des activités d'application, cuisson, séchage de vernis et de peinture à la rubrique 2940 2a.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/01/2006, article 3.2.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 24/01/2006, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Moyens d'extinction et de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 24/01/2006, article 7.6.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 24/01/2006, article 7.6.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification des conditions d'exploitations	Arrêté Préfectoral du 24/01/2006, article 1.5.1	Sans objet
4	Moyens de détection et d'alerte	Arrêté Préfectoral du 24/01/2006, article 7.6.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du site de PIOCHEL SN soulève plusieurs demandes de la part de l'inspection :

- L'exploitant transmettra sous deux mois, les rapports de contrôles COV des lignes n'ayant pas fait l'objet de contrôle depuis 2021 soit les lignes n°2, n°3 ainsi que la zone de préparation.
- L'exploitant transmettra dès réception les nouveaux rapport Q18 et Q19 afin d'attester le remplacement des pièces défectueuses, l'absence de risque incendie, et démontrer à l'inspection que l'ensemble des observations déjà signalées ont été levées.
- L'exploitant transmettra sous deux mois, un rapport attestant du débit des poteaux incendie.
- L'exploitant installera sous trois mois, un obturateur sur l'émissaire situé en partie sud du site et ce afin de permettre rapidement la mise en rétention du site et d'empêcher tout rejet d'eau d'extinction d'incendie dans le milieu naturel, et justifiera que le volume de rétention des eaux incendie de 180 m3 est bien disponible, malgré la construction du bâtiment de stockage de verre nu, et la présence de palettes stockées à l'intérieur.
- L'exploitant transmettra sous quinze jours, les rapports de surveillance des deux dernières années permettant de démontrer le respect des valeurs limites d'émissions des eaux pluviales sur l'émissaire situé en partie sud du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modification des conditions d'exploitations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2006, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification des conditions d'exploitations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site a connu quelques modifications depuis la dernière visite. En effet, l'exploitant a transmis le 15/10/2018 un dossier de porter à connaissance relatif à l'exploitation de 2 lignes de laquage et de vernissage par pulvérisation ainsi qu'à un nouveau bâtiment de stockage de verre nu. L'exploitant indiquait dans ce porter à connaissances que suite aux modifications envisagées, le site resterait soumis à autorisation pour les rubriques 2566-2 et 2940-2a, en revanche certaines rubriques à déclaration n'étaient désormais plus classées (2920-2b, 1430, 1432-b, 1412-2b). L'inspection avait notifié par un courrier du 26/10/2018 prendre note que la consommation maximale de produits (peinture, vernis) ne dépassera pas la quantité maximale de produits (1200 kg/jour) autorisée par l'arrêté préfectoral du 24/01/2006, que le flux annuel de COV émis dans la nouvelle configuration sera inférieur au flux théorique autorisé dans l'arrêté ainsi que du nouveau classement des activités.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que du fait d'une baisse d'activité, une seule des 2 lignes prévues a finalement été installée (la ligne n°3). Le bâtiment de stockage de verre brut à l'extérieur a également été mis en place.</p>

L'exploitant a par ailleurs indiqué qu'il n'était pas à la source des 3 déclarations effectuées en date du 05/12/2024 sur les rubriques suivantes 2920-2b, 4718-2b et 4734-2c.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Émissions atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/01/2006, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Émissions atmosphériques

### **Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Concentrations limites instantanées en mg/Nm<sup>3</sup> pour chacun des conduits :

Poussières :

-100mg/Nm<sup>3</sup>, si le flux horaire de tous les conduits est inférieur ou égal à 1kg

-40mg/Nm<sup>3</sup>, si le flux horaire de tous les conduits est supérieur à 1kg

COVNM :

-100mg/Nm<sup>3</sup>, si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 15t/an

Cette valeur s'applique à l'ensemble des activités de séchages et d'application, effectuées dans des conditions maîtrisées. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25% de la quantité de solvants utilisés.

-50mg/Nm<sup>3</sup> pour le séchage et 75mg/Nm<sup>3</sup> pour l'application, si la consommation de solvants est supérieure à 15t/an. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20% de la quantité de solvants utilisés.

### **Constats :**

L'arrêté préfectoral du 24 janvier 2006 mentionne 10 conduits différents sur le site. Les 7 premiers conduits correspondraient à respectivement chacune des 7 lignes de production qui étaient initialement en place. 2 conduits correspondent aux zones de préparation et un dernier conduit correspond à la "ligne A".

L'arrêté préfectoral de l'établissement prescrit à l'exploitant et notamment afin de corroborer les données du schéma de maîtrise des émissions de COV, de faire réaliser chaque année un relevé par une société agréée sur 3 lignes de laquage. Il lui faut effectuer chaque année des mesures sur des cheminées différentes. Ces analyses doivent également inclure des mesures sur les flux et les concentrations de poussières.

Le schéma de maîtrise des émissions (SME) indique une quantité de solvants mis en oeuvre sur l'année 2025 de 6,94 tonnes, la VLE dans les émissions atmosphériques pour les composés orga-

niques volatils non méthaniques exprimées en carbone total est donc de 100mg/Nm<sup>3</sup>.

L'exploitant indique que les lignes de production 3 et 4 ont en effet été supprimées, puis réinstallée pour la ligne n°3 suite au porter à connaissance déposé par l'exploitant en 2018 (pas de n°4 suite à la décision de ne pas la construire, cf point de contrôle n°1). De plus, la ligne A n'existe plus, le bâtiment qui l'abritait ayant été cédé (déjà mentionné dans le rapport de contrôle en 2015). Enfin, il n'existe désormais qu'une seule zone de préparation.

Ainsi, l'exploitant a indiqué que le site dispose encore :

- de 2 "petites" lignes de production qui ne comportent qu'un seul conduit (car un seul poste de pistolage) : ligne n°2 et ligne n°6
- de 4 lignes de production qui comportent 2 conduits (car 2 cabines de pistolage) : ligne n°1, ligne n°3, ligne n°5 et ligne n°7
- une zone de préparation avec un seul conduit

Par ailleurs, l'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre les derniers rapports des émissions atmosphériques réalisés. Celui-ci a indiqué faire contrôler 3 rejets par an alternativement. Il a ainsi fait contrôler les dernières années :

- en 2021 : ligne n°1, n°2 et n°3
- en 2022 : ligne n°5 (cabine n°2), ligne n°7 (cabine n°2)
- en 2023 : ligne n°1 (entrée), ligne n°1 (sortie), ligne n°7
- en 2024 : ligne n°5 (cabine n°1), ligne n°5 (cabine n°2), ligne n°6

On peut noter que tous les rapports transmis montrent le respect des valeurs limites d'émission (VLE) sur les émissions de COVNM et les poussières.

A noter qu'en 2025, aucun rapport de contrôle n'a été transmis. L'exploitant a expliqué l'absence de contrôle pour des raisons économiques, les chaînes de production ayant peu tourné cette année là.

L'exploitant transmettra lors de la prochaine campagne des émissions atmosphériques une mesure sur chacun des conduits qui n'ont pas été vérifiés depuis 2021.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°1 :

L'exploitant transmettra sous deux mois, les rapports de contrôles COV des lignes n'ayant pas fait l'objet de contrôle depuis 2021 soit les lignes n°2, n°3 ainsi que la zone de préparation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 :** Installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/01/2006, article 7.2.3

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.</p> <p>L'exploitant procédera ou fera procéder les remises à niveau nécessaires pour supprimer les déficiences constatées.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant a transmis un rapport de contrôle des installations électriques daté du 03/09/2025. Le rapport ne comporte aucune observation concernant les installations Haute Tension. Le rapport comporte 11 observations concernant les installations Basse Tension, celles-ci ayant toutes déjà été signalées lors des précédents contrôles. L'exploitant a indiqué avoir procédé à la levée des observations prioritaires.</p> <p>Un rapport Q18 en date du 03/09/2025 indique qu'une vérification complète des installations électriques de l'établissement a été réalisée et qu'elle ne peut être à l'origine des risques d'incendie et/ou d'explosion.</p> <p>Un rapport Q19 en date du 24/03/2025 indique en revanche la présence d'un risque incendie avec la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-d'une anomalie de priorité 1 (nécessite une action immédiate) sur le TGBT 567, Disjoncteur chauffage</li> <li>-d'une anomalie de priorité 2 (nécessite une action sous deux mois à compter de la réception du rapport) sur l'armoire de la chaîne 1, départ général</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué avoir procédé au remplacement des équipements concernés, et souligné que les prochains contrôles annuels seraient faits prochainement.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Demande n°2 :</p> <p>L'exploitant transmettra les nouveaux rapport Q18 et Q19 afin d'attester le remplacement des pièces défectueuses et l'absence de risque incendie, et de démontrer que l'ensemble des observations déjà signalées ont été levées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Moyens de détection et d'alerte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2006, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de détection et d'alerte
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'établissement est doté de moyens de détection de fumées et de chaleur en nombre suffisant et judicieusement répartis dans les zones à risques.</p> <p>Ces détecteurs font l'objet d'une maintenance/étalonnage appropriés. Le franchissement de leur seuil de consigne doit entraîner une alarme adaptée.</p> <p>L'alarme de ces détecteurs est reportée sur un tableau de centralisation et, en dehors des heures ouvrées à une société de surveillance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis un rapport d'intervention de vérification du système de détection incendie en date du 02/10/2025 qui ne fait pas mention d'anomalie particulière. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que l'entreprise qui fonctionne en 3x8 du lundi matin 4h au vendredi 18h, dispose d'un système d'alerte avec un report d'alarme sur 3 portables différents.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Moyens d'extinction et de lutte incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2006, article 7.6.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'extinction et de lutte incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-des extincteurs en nombre et en qualité adaptés au risques. Ils doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles, des chaînes de laquage et des stockages de déchets,</li> <li>-des réserves de sables meubles et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieur à 100 litres et des pelles</li> </ul> <p>L'exploitant doit pouvoir disposer en permanence de l'accès à un poteau incendie DN 100 implanté à moins de 150m de l'entrée principale du site. L'exploitant doit s'assurer que son débit minimal soit de 60m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar et posséder une attestation de vérification des bonnes caractéristiques de ce poteau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le rapport Q4 en date du 20/10/2025 relatif à la vérification périodique des extincteurs, celui-ci indique que l'installation est conforme et maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4. Il a par ailleurs indiqué que le personnel fait tous les deux ans une journée "sécurité" afin de s'entraîner à manipuler les extincteurs, les intérimaires sont quant à eux formés par la boîte d'interim.</p> <p>Il a indiqué ne pas disposer de réserves de sable tel que mentionné dans l'arrêté.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le poteau incendie n°32 situé sur la voie publique se situe à moins de 100m du site et pourrait délivrer un débit théorique de 120m<sup>3</sup>/h. A cela s'ajouteraient deux autres poteaux n°31 et n°7 permettant de respectivement délivrer 120 et 225m<sup>3</sup>/h mais chacun situés à plus de 100m du site. L'exploitant n'a pas cependant été en mesure le jour de la visite de présenter</p>



un rapport attestant du débit des poteaux incendie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Demande n°3 : L'exploitant transmettra <u>sous deux mois</u> , un rapport attestant du débit des poteaux incendie et notamment du poteau n°32.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Protection des milieux récepteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2006, article 7.6.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des milieux récepteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Une cuve enterrée de 1,5m3, implantée dans la zone nord ouest de stockage des déchets est destinée à recevoir les éventuelles égouttures lors du remplissage des réservoirs de déchets liquides en particulier. L'exploitant s'assure de son étanchéité et de sa disponibilité (vidanges à chaque fois que nécessaire). Les eaux pompées de cette cuve sont traitées en tant que déchet quand leurs caractéristiques ne respectent pas les valeurs de l'article 4.3.5 visé dans cet arrêté.</p> <p>La pente de la zone de stockage des déchets polluants (liquides, des boues,...) est conçue pour permettre l'écoulement des liquides polluants vers cette cuve.</p> <p>Un muret de conception adaptée, implanté en point bas de cette zone assure une rétention de 180m3 d'eaux provenant de l'extinction d'un incendie en particulier dans la zone de stockage des déchets.</p> <p>Un obturateur judicieusement placé, dûment repéré et facilement manœuvrable doit empêcher tout rejet de produit polluant dans le fossé collecteur de la zone industrielle.</p> <p>L'ouverture de cet obturateur ne peut être réalisée qu'après vérification du respect des caractéristiques des eaux retenues au regard des valeurs maximales de l'article 4.3.5 de cet arrêté.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'inspection a constaté le jour de la visite que les IBC stockés sur la zone de stockage de déchets n'étaient pas stockés sur des rétentions individuelles. Cependant, l'exploitant a indiqué que la zone de stockage de déchets est en elle-même une rétention. Une cuve enterrée est disposée au sein de la zone de stockage de déchets. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'en plus de recevoir les éventuelles égouttures lors du remplissage des réservoirs de déchets liquides, celle-ci recevait toutes les eaux de ruissellement de la zone dédiée au stockage des déchets. La cuve ne dispose</p>

pas d'alerte de niveau mais l'exploitant a indiqué s'assurer régulièrement du niveau de celle-ci. Lorsqu'elle est pleine, l'exploitant utilise une pompe pour transférer cette eau dans des IBC qui sont ensuite éliminés en déchets dangereux.

Le jour de la visite, l'inspection a également pu constater que le muret permettant la rétention des eaux était percé dans la partie sud du site, derrière le bâtiment de stockage de verre nu, de manière à pouvoir évacuer les eaux pluviales. Aussi, aucun dispositif d'obturation n'était positionné à proximité pouvant permettre rapidement d'assurer l'étanchéité du bassin. L'inspection demande donc à l'exploitant d'installer un obturateur sur cet émissaire (et sur tous les autres émissaires disposés sur le mur de rétention s'il en existe d'autres) situé en partie sud du site et ce afin de permettre rapidement la mise en rétention du site et d'empêcher tout rejet d'eau d'extinction d'incendie dans le milieu naturel.

Aussi, considérant que la zone de déchets est située au sein de la zone de rétention des eaux d'extinction incendie et à proximité d'un émissaire des eaux pluviales, que la cuve enterrée dispose d'une contenance limitée de 1,5m<sup>3</sup> et que la cuve ne dispose pas d'alerte de niveau haut, l'inspection considère qu'il existe un risque de rejet accidentel vers le milieu naturel. Aussi, l'inspection demande à l'exploitant:

- que tel que prescrit à l'article 4.3.4, le point de rejet des eaux pluviales soit pourvu d'un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesures
- de transmettre les rapports de surveillance des deux dernières années concernant cet émissaire tel que prescrit par l'article 4.3.6 de son arrêté préfectoral afin de s'assurer du respect des valeurs limites d'émissions réglementées à l'article 4.3.5 de ses eaux pluviales.

Enfin, la rétention des eaux d'extinctions d'incendie doit avoir une capacité de 180m<sup>3</sup>. Cependant le bâtiment de stockage de verre nu a été construit sur cette zone de rétention. L'exploitant justifiera que le site dispose toujours d'une capacité de rétention suffisante.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°4 :

L'exploitant installera sous trois mois, un obturateur sur l'émissaire situé en partie sud du site et ce afin de permettre rapidement la mise en rétention du site et d'empêcher tout rejet d'eau d'extinction d'incendie dans le milieu naturel.

Il justifiera que la capacité de rétention des eaux incendie est bien de 180 m<sup>3</sup> au moins, même en présence du bâtiment de stockage de verre nu et de son contenu, qui réduisent de fait la capacité de rétention.

Demande n°5 :

L'exploitant transmettra sous quinze jours, les rapports de surveillance des deux dernières années permettant de démontrer le respect des valeurs limites d'émissions des eaux pluviales sur l'émissaire situé en partie sud du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois